

Covid, un an déjà: chronique d'une démocratie désarticulée

- Blog : [Temps actuels](https://blogs.mediapart.fr/alain-bertho/blog/160321/covid-un-deja-chronique-d-une-democratie-desarticulee?utm_source=20210317&utm_medium=email&utm_campaign=QUOTIDIENNE&utm_content=&utm_term=&xtr-EREC-83-[QUOTIDIENNE]-20210317&M_BT-2156037219469) par [Alain Bertho](#) le 16 mars 2021
[https://blogs.mediapart.fr/alain-bertho/blog/160321/covid-un-deja-chronique-d-une-democratie-desarticulee?utm_source=20210317&utm_medium=email&utm_campaign=QUOTIDIENNE&utm_content=&utm_term=&xtr-EREC-83-\[QUOTIDIENNE\]-20210317&M_BT-2156037219469](https://blogs.mediapart.fr/alain-bertho/blog/160321/covid-un-deja-chronique-d-une-democratie-desarticulee?utm_source=20210317&utm_medium=email&utm_campaign=QUOTIDIENNE&utm_content=&utm_term=&xtr-EREC-83-[QUOTIDIENNE]-20210317&M_BT-2156037219469)

Depuis un an la pandémie bouleverse notre rapport à la vie, aux autres, au pouvoir, à la nature, et à l'avenir. L'épreuve est radicale et douloureuse. L'humanité semble vouloir apurer ses comptes avec des formes structurelles de domination. Mais en France, l'absence d'alternative claire et démocratique à l'autoritarisme désastreux du pouvoir nous plonge dans un ressentiment politique dévastateur.

[Le 11 mars 2020, l'OMS](#) qualifie officiellement l'épidémie de Coronavirus de pandémie. L'humanité entre alors dans une épreuve dont on ne comprend que progressivement la profondeur. Un an plus tard, 2629357 décès plus tard, le monde n'est plus le même : frontières fermées, géopolitique bouleversée, récession (-3.4% dans le monde). Chacune et chacun commence à réaliser que le monde d'après est déjà là. Les variants successifs, tels des poupées russes, relancent des épidémies dans la pandémie, fragilisent la stratégie vaccinale, font craindre [un scénario endémique durable](#).

[Certes l'OCDE voit déjà se profiler la reprise économique](#), mais l'épreuve est d'abord humaine, sociale, culturelle et subjective. Nous avons toutes et tous été confronté.e.s personnellement à l'absurdité d'une logique de croissance, à l'incompétence et le cynisme des pouvoirs, à l'évidence de l'urgence climatique et environnementale, au sens même de notre vie.

[L'abatement et l'angoisse ont alterné avec la colère](#). L'épreuve a fait émerger une sorte d'urgence à apurer les comptes de dominations structurelles séculaires voir millénaires. Alors que s'ouvre le procès du meurtrier de George Floyd, la journée internationale des droits des femmes du 8 mars est marquée par une détermination sans précédent des femmes latino-américaines contre le machisme, les violences et le féminicide. Confrontée à son destin, l'humanité s'interroge enfin sur les racines coloniales tant du racisme que de l'économie extractive dont nous touchons les dernières limites et sur le lien entre la violence faite à la nature et la violence de la domination masculine.

Nous ne pourrions plus éluder cette question simple : quelle humanité voulons-nous être ? Elle se pose dans les émeutes américaines comme dans les *Hashtags* et la libération des paroles. Elle se pose dans ces deux enjeux clefs que sont la façon même de gérer la crise sanitaire (la vie ou le PIB), et la façon de construire du commun.

Sur ces deux plans, la gestion sanitaire et la gestion du commun, la situation française est assez tranchée. Dans son incompétence récurrente, le pouvoir a su quand même choisir entre le profit et la vie, imposant durablement des formes de confinement qui assurent le maintien de l'activité économique et elle seule, s'accommodant d'une circulation virale importante et d'un niveau élevé de mortalité. Dans la logique qui est la sienne depuis 2017 et dans la suite de ses prédécesseurs, il a choisi de construire un commun national sécuritaire, liberticide et raciste.

Les françaises et les français vont plutôt plus mal que les populations des pays voisins. Parce que la crise dure mais aussi parce qu'aucune alternative ne s'affirme dans le débat public sur ces deux enjeux clefs que sont la primauté de la vie et l'urgence démocratique.

La vie politique du pays s'enlise et avec elle notre avenir commun.

La France sonnambule

L'élection présidentielle aura lieu au printemps 2022. Voici le seul point de repère politique à peu près incontestable qui nous reste. Du moins n'imagine-t-on pas pour l'instant que le COVID, ni aucun de ses variants, puisse venir à bout de la constitution.

Le reste donne l'image d'un grand chaos où les ambitions de Zemmour inquiète Le Pen, où le [« barrage » macroniste ressemble de plus en plus à un tapis rouge](#), où une demi-douzaine de candidates et candidats possibles clament dans le désordre « qu'il faut battre Macron- au premier tour » et font tout pour perdre. La reprise à peine retouchée d'un scénario dont le casting et le script date au mieux de 2017, pour une part de 2015, est à peine perturbé par les morts, les réanimations, le couvre-feu, la culture en black-out, la vie sociale sous séquestre, et l'épidémie de déprimés. Des écuries sont à l'œuvre et à voir et entendre le spectacle qu'elles donnent, on perçoit qu'elles se projettent encore dans un « jour politique d'après » mythique.

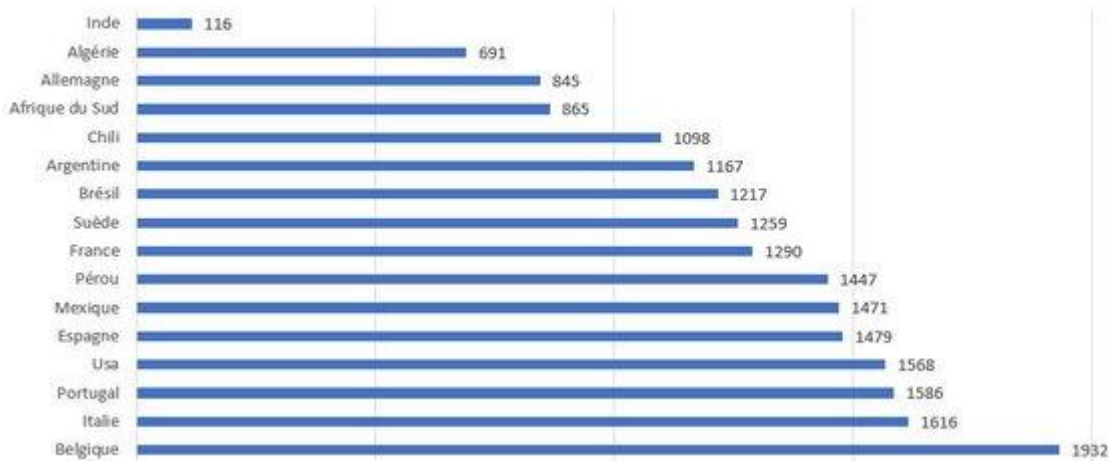
Comment la politique peut-elle se projeter dans un an quand des millions de femmes et d'hommes sont dans l'incapacité structurelle de se projeter sur quelques semaines ? Quand le monde entier est assigné à résidence nationale *sine die*. Quand la crédibilité bio politique des pouvoirs s'est à ce point effondrée. Quand la question de l'avenir de l'humanité, de son sens, de ses principes est devenue une question populaire et mondiale. Dans l'épreuve globale que nous vivons depuis un an, une épreuve singulière pèse de façon de plus en plus douloureuse et menaçante : la disruption qui saisit l'espace démocratique, l'espace politique dans son ensemble.

Le traumatisme collectif et individuel que nous vivons est celui de l'abolition de l'avenir. De l'avenir proche comme de l'avenir lointain. Cette précarité subjective est de l'ordre du traumatisme civil subi lors d'une période de guerre. Cette singulière « expérience du temps » est [« l'expérience la plus tragique depuis la Seconde Guerre mondiale » pour l'historien Stéphane Audoin-Rouzeau](#) ». Si le siècle dernier nous a appris que la politique n'en sort jamais indemne et que la restauration de l'avenir et de l'espoir est une exigence incontournable, dans l'immédiat, ajoute-t-il, « nous n'arrivons pas à identifier vraiment ce que nous traversons ». Et ni les politiques ni les scientifiques ne sont vraiment en mesure de nous le dire...

L'un des gestes forts du début du mandat Biden a été de mesurer cet ébranlement à la jauge des victimes : plus que les deux guerres mondiales et la guerre du Vietnam réunies pour le peuple américain. Certes nous en sommes loin en Europe. Mais il est frappant de voir que les comptes quotidiens ou hebdomadaires officiels de la pandémie en France nous parlent de taux d'incidence, de pression sur les services de réanimation, de progression des vaccins, des variants mais si rarement du nombre de morts et jamais de ces blessés graves que sont les Covid longs, ni vraiment soignés ni répertoriés qui sont pourtant une [priorité sanitaire selon l'OMS](#).

Or si la France est plutôt dans une situation médiane en Europe, continent en fait le plus frappé, il n'y a pas de quoi pavoiser. Son bilan, au 1 mars 2021, est plus lourd que celui de l'Afrique du Sud, du Brésil, de la Suède voire de l'Inde. (source [Le Monde](#))

Morts/1 million
au 1 mars 2021



© Alain Bertho

L'impossible démocratie sanitaire

Pour autant, la gestion de la crise, les politiques de soin, les investissements en personnels sanitaires, le nombre de lits de réanimation, la stratégie vaccinale sont-ils au centre des débats politiques alors que se profilent des élections territoriales ? Paradoxalement les mois qui passent semblent restreindre le champ autant que la profondeur de ces débats: nous sommes loin des échanges houleux des premières semaines du printemps à propos des masques ou de l'hydroxychloroquine. Le professeur Raoult ne fait plus recette.

Personne ne se scandalise, en pleine hésitation de l'exécutif en janvier février, du long retard de [mise en ligne des rapports du conseil scientifique](#) entre le 12 janvier et la fin février et de l'absence de mise en ligne (au 1 mars) de plusieurs documents[1]. [L'évidente et structurelle impréparation de l'État lors du premier assaut viral pouvait être objet de polémiques](#) voire de rapports parlementaires. [Le rapport de la commission sénatoriale](#) a été remis le 8 décembre 2020. Dans l'indifférence.

Passée la sidération devant l'incompétence structurelle de l'appareil d'État, il ne semble plus rester qu'un débat entre le pragmatisme politicien, voire démagogique, du pouvoir et les préconisations hygiénistes des savants, de [Jean François Delfraissy](#), président du Conseil Scientifique, à [Axel Khan](#), président de la Ligue contre le Cancer, en passant par [Karine Lacombe](#), cheffe de service des maladies infectieuses à l'hôpital Saint-Antoine.

Ce face à face de deux autoritarismes laisse peu de place à la réflexion collective et démocratique. Le Conseil scientifique, dont nombre de membres ont eu une expérience de démocratie sanitaire dans la lutte contre le Sida ou contre Ébola, avait pourtant dès le départ proposé la création d'une instance de gestion associant largement la société civile car « *Les questions éthiques et sociales* » à régler « *méritent d'être discutées dans des lieux où les acteurs de la démocratie sanitaire peuvent retrouver un rôle actif* ». Aucune force politique ne s'est saisie de cette idée pourtant salutaire.

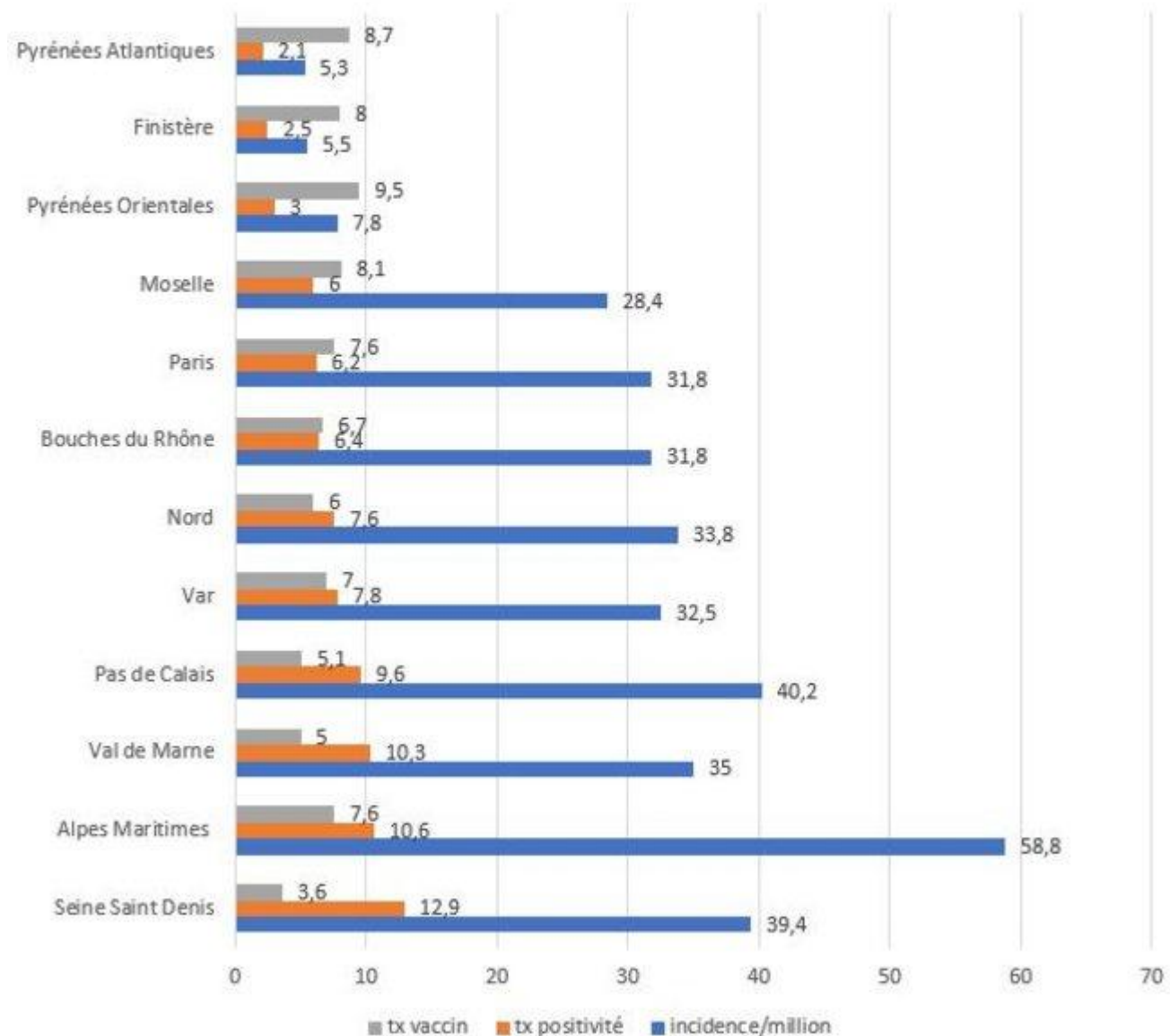
Exit donc la démocratie sanitaire, le partage des expériences et des savoirs. Bonjour l'autocratie concurrente des sachants et des gouvernants, le face à face du Conseil Scientifique et du Conseil de Défense. Nous voici réduit au rôle de spectateurs angoissés, assignés à un spectacle bien rôdé où pouvoir et médias sont parvenus à accréditer l'idée que la seule boussole politique était le taux d'occupation des lits en réanimation.

Comment faire pour faire face à la maladie sans arrêter la machine économique « essentielle » et sans saturer un système de santé réduit à sa peau de chagrin par vingt années de coupes budgétaires et de

fermetures de lits ? L'application *#Tous anti-covid* fournit quotidiennement le nombre de nouvelles infections, le nombre de nouvelles admissions en réanimation et le % d'occupation des lits. Pas les morts ! Paradoxalement, la gestion de la crise est devenue une occasion politique de pérenniser voire de sanctuariser la pénurie sanitaire, d'accréditer définitivement l'idée qu'il faut « faire avec » !

À partir de janvier 2021, la stratégie vaccinale obéit aux mêmes critères de décision. La priorité aux EPAHD et aux personnes âgées, le choix les départements est fait en fonction de la démographie et de l'infrastructure sanitaire. Il s'agit bien d'une stratégie de soulagement des hôpitaux sans moyens supplémentaires, relayée par les propos alarmistes de dirigeants de structures, pas d'une stratégie de lutte contre la pandémie. Le résultat au 28 février est éclairant :

Taux incidence, taux de positivité et % de la population vaccinée fin février



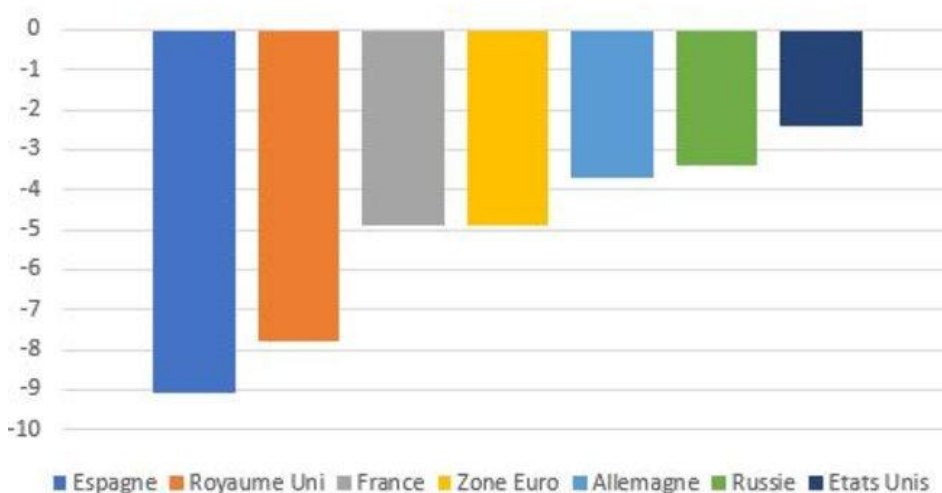
Les départements les plus vaccinés sont ceux où le virus circule très peu. Les départements les plus touchés par le COVID figurent parmi les moins vaccinés. Le comble est atteint en Seine-Saint-Denis, département le plus jeune mais qui a connu [la deuxième plus forte surmortalité en 2020 \(après le Haute-Savoie\)](#). Le taux d'incidence talonne dépasse celui du Pas-de-Calais début mars puis celui des Alpes Maritimes, le taux de positivité est un record national et le taux de vaccination le plus faible du pays ! Pire, à la mi-février, [la majorité des patients vaccinés en Seine-Saint Denis n'en seraient pas originaires](#) : le système des prises de rendez-vous par internet défavorise une population pauvre et précaire au profits de franciliens plus aisés et plus mobiles. Le chaos logistique fait le reste.

L'exigence de démocratie sanitaire pointe à nouveau son nez Mais les initiatives locales qui tentent de palier le problème comme en Seine-Saint-Denis [sont vivement prises à partie par le pouvoir](#) et son préfet. La semaine suivante ce sont [les élus de Moselle qui s'alarment](#) de la progression du variant brésilien sur leur territoire, [demandant par exemple la fermeture des écoles](#). Le Conseil Scientifique n'avait-il pas proposé début février [d'avancer les vacances scolaires d'une semaine](#) et de contrôler les entrées et sorties dans "les départements les plus touchés du Grand-Est", comme la Moselle ? Qu'importe les remontées du terrain, [c'est toujours l'État-major](#) qui décide et [Castex qui annonce renoncer au confinement local](#) provoquant [la colère du maire de Metz!](#) Quant à l'Île de France, Le même premier ministre n'hésite pas à [qualifier de « fadaises » les propositions de confinement de la Mairie de Paris](#).

Comprenons-nous bien. La vraie question qui se pose alors n'est pas de savoir qui a raison et qui a tort, s'il faut ou non confiner mais comment on tranche le différent : par un débat avec toutes et tous les acteurs de terrain en associant la population ou par un oukase du Conseil de Défense.

Cette obsession de la maîtrise nationale des décisions et ce refus de rendre public leurs critères réels ont un sens. Ce gouvernement sacrifie allègrement toute la vie sociale non marchande du pays par le couvre-feu à 18 heures, par des confinements locaux le week-end, par la fermeture des cafés, des restaurants, des salles de spectacle, des musées. Mais il peut sans vergogne, le 25 février, [se féliciter « de préserver au mieux la vie sociale et économique de notre pays »](#). Il ne faut attendre que quelques phrases pour que se dévoile sans far son deuxième critère de décision stratégique : « le niveau d'activité s'établit à 4% sous la normale », ce qui serait une situation bien meilleure que nombre de pays européens. Travaillez, ne vous divertissez pas, ne voyez ni vos amis, ni votre famille, déprimez, mourrez, mais ne mettez en cause ni le faible investissement dans les structures sanitaires ni ce qui reste de croissance économique ! Si nous sommes en guerre comme l'annonçait le président de la République il y a un an, alors cette guerre-là n'est pas la nôtre. N'est pas Churchill qui veut et « la sueur, le sang et les larmes » ont le goût amer du sauvetage du PIB et des profits financiers.

Croissance du PIB 2020



Au tournant de mars, acculé par la montée des variants et la situation préoccupante d'une vingtaine de départements, le pouvoir doit choisir : la pression hospitalière ou la pression du PIB. Le choix est relativement vite fait. Tant pis pour la pression hospitalière. Il faut sauver le soldat PIB. Il confine les Alpes Maritimes et le Pas-de-Calais les week-end mais surtout pas l'Île de France alors que le taux d'occupation du COVID en réanimation va dépasser les 90 % et que le taux d'incidence de Seine-Saint-Denis et dans le Val de Marne dépasse les 400/100 000 (et donc le Pas de Calais).

Le pouvoir va manger son chapeau ou plutôt les stocks de vaccins laissés par ses échecs logistiques. Le premier week-end de mars prend l'allure d'une offensive vaccinale en forme de levée en masse. Alors que le [ministre de la santé le 4 janvier avait refusé « les grands stades dans lesquels des milliers de personnes viendraient faire la queue en plein hiver »](#), les territoires en tension voient s'ouvrir des salles polyvalentes d'hôpitaux, des gymnases, des barnums. À la prudence contrôlée des débuts fait place la multitude des initiatives locales. Mais ce virage sans doute salutaire, pris sans débat, relève plus du cafouillage politique que d'une stratégie raisonnée.

Une autre crise était-elle possible ?

Il y aura sans doute d'autres rebondissements. Notre brève mais intense expérience de crise a déjà une histoire, une chronologie qui s'apparente à cette [« expérience du temps » singulière de la guerre que nous décrit Stéphane Audouin Rouzeau](#) Il y a d'abord cette « brèche » initiale dans le temps que fut le premier confinement, un basculement dans quelque chose d'autre dont nous ne voulons pas comprendre qu'il est irréversible. Ensuite vient « ce sentiment paradoxal que les journées sont interminables mais que le temps passe très vite », cette longue attente, cette disparition de l'avenir alors que « le « bout du tunnel » est toujours censé pointer à l'horizon » mais s'éloigne sans cesse. Nous souhaitons ardemment le retour d'une « vie d'avant » alors que chaque jour qui passe nous fait douter un peu plus de sa possibilité.

Rappelons-nous. Le premier basculement fut à la fois un moment d'utopie et d'expériences. Une fenêtre d'imaginaire a semblé s'ouvrir à toutes et tous avec l'arrêt du pays et du monde, celle des grèves générales, du « tout est possible ». « Et si c'était l'heure de tout réinventer ? » [a interpellé Radio Nova. La Croix rouge et d'autres lancent un site](#) « Crise Covid-19 : Comment inventer tous ensemble le monde d'après ? » [France Culture s'interroge « le monde d'après : la rupture aura-t-elle lieu ? »](#) [Médiapart ouvre une série d'articles et d'entretiens intitulée « le Monde d'après »](#) [La crise semble devenir une « opportunité » dans laquelle](#) s'engouffrent les « collapsologues » et leurs théories de l'effondrement.

Dès la fin du premier confinement, les appels ont fleuri. [Le 5 mai, 200 artistes et scientifiques avec Robert De Niro et Juliette Binoche disent « non à un retour à la normale](#). Nicolas Hulot affirme que [« Le temps est venu »](#). Des Think tanks énoncent analyses et propositions[2]. L'appel [« Plus jamais ça » lancé dès le 27 mars 2020](#) officialise le rapprochement de la CGT, Attac, Greenpeace, Oxfam, le Droit au Logement, et la Fondation Copernic.

Cette effervescence imaginative fut souvent plus prophétique que politique et parfois très loin des expériences de terrain. Ces dernières ont vite rattrapé [François Ruffin et son site lan01.org](#). Ses émissions en direct de sa cuisine sont devenues un lieu de témoignage des soignantes, des caissières, de celles et ceux ont tenu le pays debout pendant le confinement.

Car les premiers mois de la crise ont été une formidable et gigantesque expérience collective [qu'il m'a déjà été donné de décrire](#). Durant la première vague et le premier confinement une démocratie sanitaire autogérée s'est mise en place qui a permis le doublement des lits de réanimation, la mise en place en urgence de réseaux de solidarité matérielle. Avec l'arrêt de la machine économique, une autre économie s'est dessinée, faite de circuits courts, d'échanges pour une part gratuits. Ce travail collaboratif a mis en évidence le caractère obsolète voire contre-productif de toutes les formes de

délégation politique, l'illégitimité de l'autoritarisme. Les banderoles aux fenêtres ont pris le relai des dos des Gilets jaunes : « sauvez les vies, pas l'économie », « confinés, égalité, fraternité », « LREM tue », « vous êtes démasqués », « vous ne confinerez pas notre colère », « vos profits nos morts – on veut des tests -on vous déteste – on veut des masques – on vous démasque », « non au retour à l'anormal »...

Le prophétisme des appels n'a pas rencontré l'expérience populaire. Les premiers ont été noyés dans la reprise du cours habituel des ambitions électorales quand l'expérience populaire a dû affronter le [retour de bâton d'un pouvoir rendu féroce par la peur](#). Les images de la manifestation des soignantes et soignants du 16 juin resteront comme le symbole de la fermeture de la séquence utopiste de la crise. Une femme en blouse blanche tabassée à terre, réclamant sa Ventoline, embarquée, gardée à vue, mise en examen pour violences, outrage et rébellion : le symbole en dit plus qu'une longue démonstration. [Farida, c'est son nom, infirmière à l'hôpital Paul-Brousse de Villejuif a comparu le 22 février 2021 devant le tribunal de Paris](#) . Oui, « le temps de rêver est bien court .»[3]

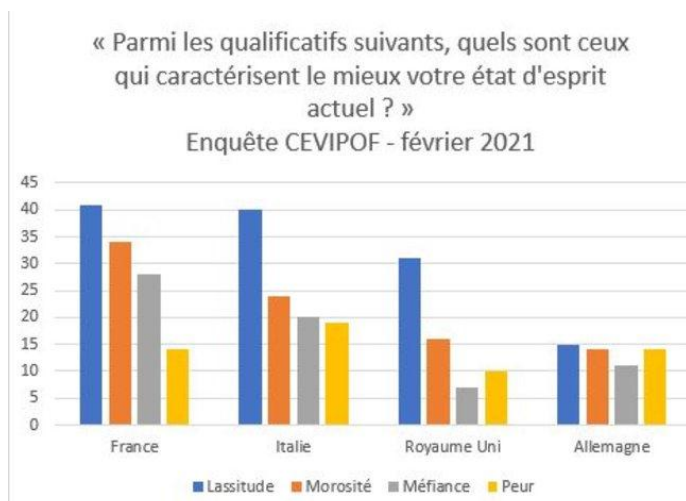
Une morosité sans pareille

Le sursis de la fin de l'été, le choc de la deuxième vague, le maintien long dans une pression pandémique et un confinement qui ne dit pas son nom se succèdent comme un long enlèvement de notre destin. L'énergie collective des premières semaines, l'effervescence utopiste font place à une morosité grandissante et douloureuse.

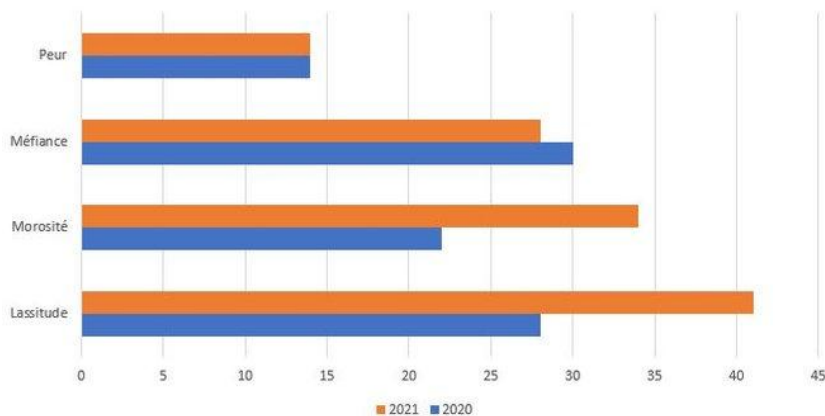
[Santé publique France](#) a lancé dès le mois de mars 2020 une enquête auprès de 2 000 personnes pour suivre notamment leur état psychologique ([Coviprev](#)). Le taux de prévalence des dépressions double dès le premier avril 2020 (19.9), revient presque à la moyenne en mai(12.3) et double à nouveau entre septembre et novembre (20.6) pour rester à un niveau élevé jusqu'en janvier 2021 (22.7).

Comment mesurer le moral d'un pays entier ? Les sondages se targuent de le faire. Ils nous donnent quelques indices. Quand ils sont récurrents, ils nous fournissent au moins des évolutions qu'il nous reste à décrypter. Tel est le cas des sondages réalisés et analysés dans le « [Baromètre de la confiance politique](#) » par le CEVIPOF. La vague 12 « [En qu\(o\)i les français ont-ils confiance aujourd'hui ?](#) » nous donne à voir l'évolution de la situation française en 2020 en comparaison avec des voisins (Allemagne, Italie, Royaume Uni).

La question « Parmi les qualificatifs suivants, quels sont ceux qui caractérisent le mieux votre état d'esprit actuel ? » donne d'emblée le ton. Non seulement les françaises et les français ont le moral en berne mais leur moral est beaucoup plus noir que celui de leurs voisines et voisins d'Allemagne, du Royaume Uni voire d'Italie. Lassitude et morosités sont largement en tête des mots choisis, en progression sur le début de l'année (et de la pandémie).



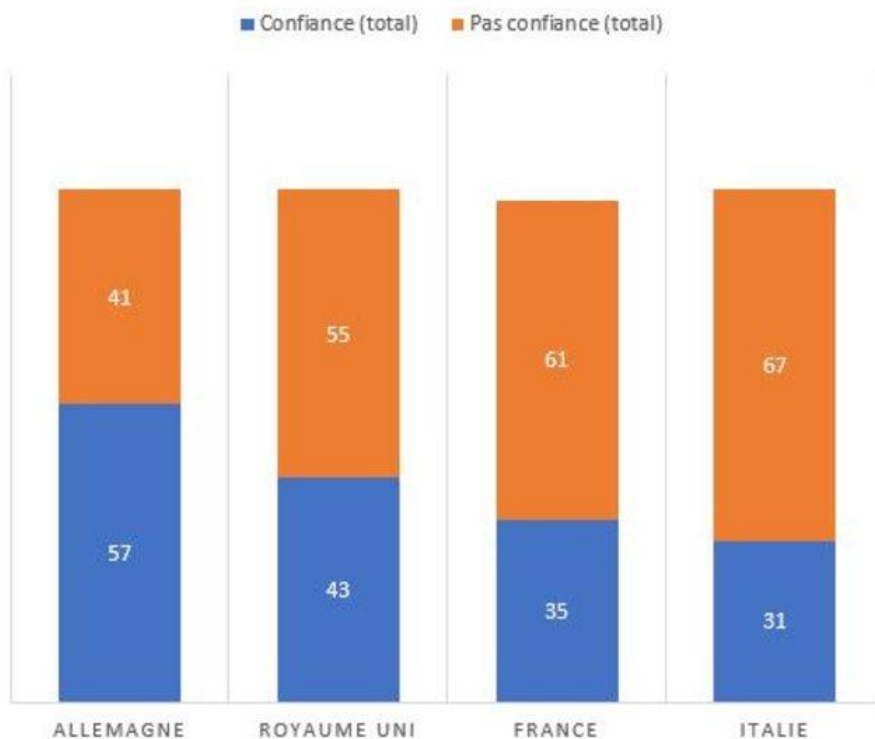
« Parmi les qualificatifs suivants, quels sont ceux qui caractérisent le mieux votre état d'esprit actuel ? »
 Enquête CEVIPOF - France 2020/2021



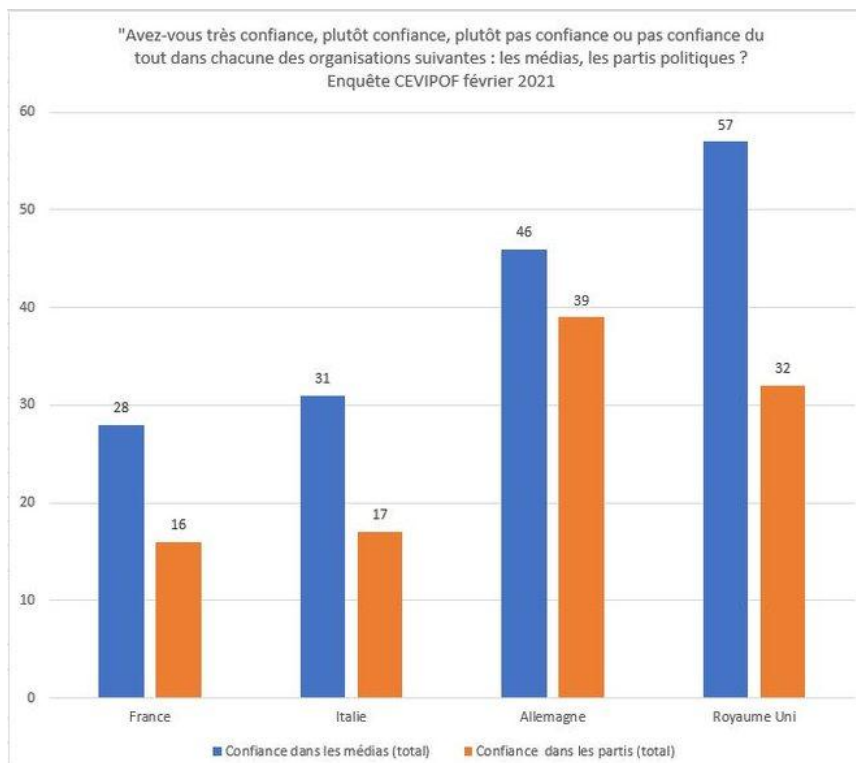
© Alain Bertho

Cette singularité française est multidimensionnelle. Notre pays se distingue en effet aussi par la faible confiance qu'il accorde à ses gouvernants (qu'il partage avec l'Italie) mais aussi avec les acteurs institutionnels du débat public que sont les médias et les partis politiques. A ces derniers, aux responsables politiques en général, France et Italie portent le même reproche massif, celui de ne se préoccuper de leur avis que comme d'une guigne.

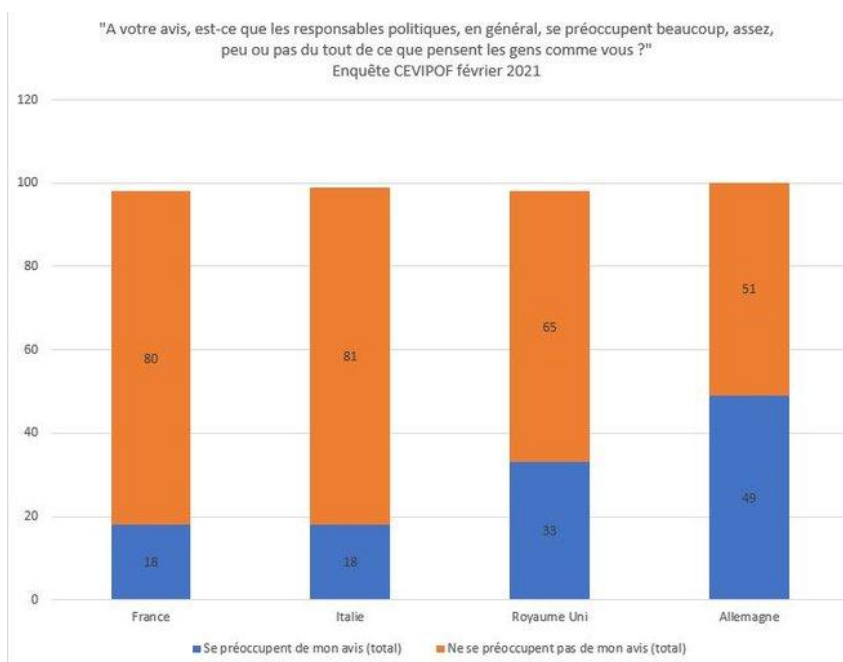
" AVEZ-VOUS TRÈS CONFIANCE, PLUTÔT CONFIANCE, PLUTÔT PAS CONFIANCE OU PAS CONFIANCE DU TOUT DANS LES INSTITUTIONS SUIVANTES : LE GOUVERNEMENT"
 ENQUÊTE CEVIPOF FÉVRIER 2021



© Alain Bertho



© Alain Bertho



© Alain Bertho

« Morosité » et « lassitude » ont bien une forte dimension politique dans une France qui semble vivre moins bien que d'autre la période du COVID et du pilotage à vue, voire à l'aveugle, de nos gouvernants. Il est vrai que cette séquence s'est ouverte après des expériences douloureuses : celle de plus d'un an de soulèvement des Gilets jaunes et de plusieurs mois de rejet massif par le pays de la réforme des retraites, dans les deux cas d'une brutalité gouvernementale inouïe et nouvelle.

Morosité et lassitude n'excluent pas la colère. Mais comment peut-elle s'exprimer quand le débat public semble à ce point dévasté ? Dans les sentiments proposés au choix par le CEVIPOF pour qualifier la politique, la « méfiance » arrive en tête (39%) suivie du « dégoût » (23%).

A la question « Selon vous, qu'est-ce qui permet aux citoyens d'exercer le plus d'influence sur les décisions », « voter » rallie à peine plus de la moitié des choix (52%), « militer dans un parti politique » ou « militer dans un syndicat » reste à un étiage impressionnant (6% dans les deux cas) nettement derrière l'Allemagne ou le Royaume Uni, nettement derrière « manifester dans la rue », « faire grève » (21% dans les deux cas), « boycotter des entreprises ou des produits » (25%) voire « désobéir aux autorités publiques » (10%).

Dans l'espace public, celui très concret des villes et des rues, la confrontation violente aux pouvoirs publics est la partie immergée de ce dangereux iceberg de défiance. C'est notamment vrai en France depuis l'élection présidentielle de 2017 : [il y a un « effet Macron » évident sur la violence politique et sociale depuis quatre ans, mesuré par la courbe des émeutes et des affrontements civils.](#)

On peut même en détailler le calendrier sur l'année de COVID. En excluant des statistiques les « marronniers » que sont les voitures brûlées à la Saint Sylvestre ou les incidents lors du 14 juillet, on voit avec clarté que la violence civile est fortement corrélée avec les contraintes sanitaires décidées par le pouvoir.

On le savait pour les affrontements entre des jeunes et la police dans les quartiers populaires. Cela va de soi lorsque les mobilisations ont un rapport direct avec la maladie comme les révoltes de prisons lors de la première vague ou les mobilisations lycéennes réclamant des mesures sanitaires plus sérieuses dans les établissements. Mais cela est également vrai pour les mobilisations liées aux lois sécuritaires ou aux violences policières en général. Si la colère collective se cherche un baromètre, en voici un qui vaut bien un sondage.



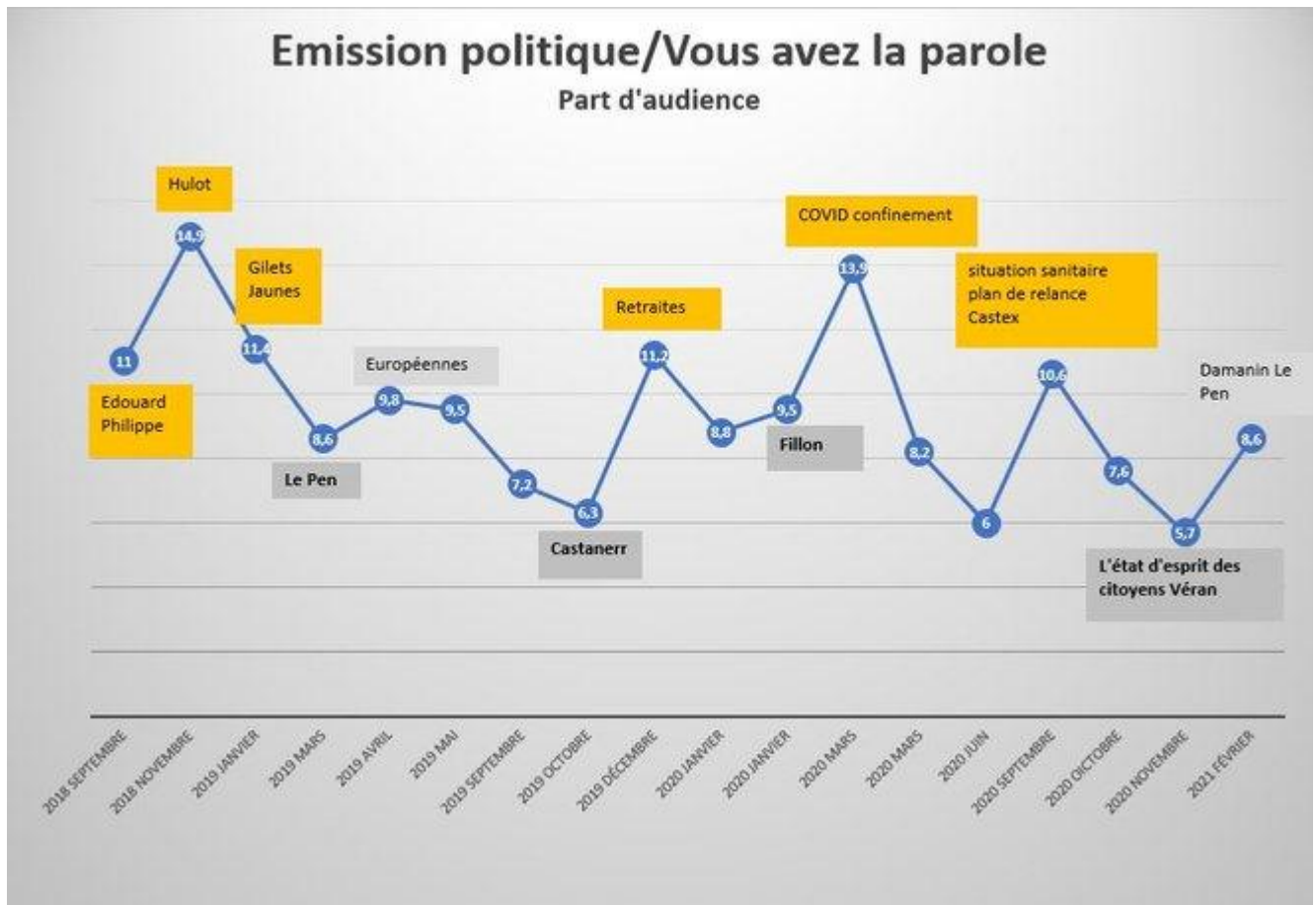
Cette abolition rampante de l'avenir touche particulièrement la jeunesse. Elle éclaire sans doute ce que [le porte-parole du gouvernement désigne lui comme une « banalisation de la violence" qu'illustre la multiplication des rixes entre bandes »](#)[4] alors même que la banalisation de la mort quotidienne est aujourd'hui celle des morts du COVID.

Du théâtre d'ombres à l'ombre de l'inquisition

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que le spectacle politique apparaisse comme un théâtre d'ombres au sens de la caverne de Platon : les idées sont ailleurs. A la question de savoir si Léa Salamé et ses collègues construisent de grands barnums politiques uniquement pour faire de l'audience, la réponse n'est pas claire. Mais si c'est le cas, l'objectif n'est pas atteint et les parts d'audience atteintes par les émissions successives depuis 2018 éclairent singulièrement la construction de ce spectacle de l'obscur.

Si on met la jauge à 10 % (ce qui n'est finalement pas grand-chose en rapport investissement/rendement), on voit qu'hormis Edouard Philippe en septembre 2018, les sujets purement institutionnels (les élections européennes) et les « personnalités politiques de premier plan » (Le Pen, deux fois !), Fillon (on se demande bien pourquoi il était là), Castaner, Vérant ou Darmanin ne passent pas la barre. Il est évident que Nicolas Hulot, à peine démissionnaire et porteur d'un sujet peu institutionnel, sortait du cadre. Les émissions qui ont fait recette (en audience relative) sont celles qui concernaient les françaises et les français : les Gilets jaunes en janvier 2019, la mobilisation autour d'une réforme des retraites majoritairement rejetée (décembre 2019), le COVID et le confinement (mars 2020), la situation sanitaire malgré la présence de Castex en septembre 2021.

L'émission du 11 février qui met en scène la concurrence cordiale de l'extrême droite et de l'extrême macronie mérite une mention spéciale. Car si la conversation surréaliste de Marine Le Pen et Gérard Darmanin ne capte que [8.6% des « parts d'audience » de la soirée](#), elle draine quand même 1,9 millions de téléspectatrices et téléspectateurs. C'est beaucoup moins que le thriller sur un gang de magiciens braqueurs de banques sur M6 (« Insaisissables », 3 millions), un peu moins que Gérard Jugnot sur la 3 (« C'est beau la vie quand on y pense », 2.2 millions), en concurrence sérieuse avec la psychanalyse fiction sur Arte (« En thérapie », 1.4 million), mais beaucoup plus que le show de Jean Luc Mélenchon chez Hanouna (« Balance ton poste », 707 000).



© Alain Bertho

Cette soirée sinistre ponctue six mois de débat politique hystérique et paranoïaque initié par le pouvoir à l'automne autour du « séparatisme » et de la « sécurité globale ».

Car pour donner un sens à la guerre, il fallait stigmatiser un ennemi. Le Covid est trop insaisissable, insuffisamment haïssable. Le pouvoir en a recyclé un qui avait déjà fait ses preuves. Des années de discours vengeurs contre le péril de la radicalisation islamique, des années de pusillanimité voire de complicité d'une partie de la gauche politique et intellectuelle au nom de la « laïcité » ont fait leur œuvre. À l'énoncé proposé dans l'enquête du CEVIPOF « L'islam représente une menace pour la République », 35% répondent qu'ils sont « tout à fait d'accord » et 27% « plutôt d'accord ». La cible a remplacé l'immigration devenue, dans le même sondage à 50% « une source d'enrichissement culturel ».

Nous n'épilouernerons pas sur le fait que la question sur l'Islam n'est posée ni au panel allemand, ni au panel britannique ni au panel italien. Cette question bien française établit donc à 62% (chiffre stable sur l'année) les bases d'une [politique de diversion qu'Emmanuel Macron avait dessinée avant la pandémie](#). L'assassinat de Samuel Paty est l'occasion d'un déchainement islamophobe et sécuritaire sans précédent alors même que l'on sait par le [rapport annuel](#) de l'Institut pour l'Économie et la Paix (Australie) que si le terrorisme a tué 13826 personnes dans le monde en 2019, c'est 15% de moins qu'en 2018, et [59% de baisse en 5 ans](#). L'essentiel des actes terroristes et des victimes sont localisés aujourd'hui dans les pays en guerre, et le terrorisme qui frappe principalement les pays occidentaux est un terrorisme d'extrême droite, responsable 90% des victimes en 2019.

Mais qu'importe la réalité, pourvu qu'on ait les cauchemars. Le pouvoir investit toute sa légitimité dans [un complotisme d'État d'une brutalité rare](#). Avec Darmanin et Blanquer à la manœuvre [la paranoïa contre « l'islamo-gauchisme » prend des allures inquisitoriales dès le mois d'octobre 2020](#). Nous ne reviendrons pas sur ce naufrage démocratique que fut l'automne 2020 entre la loi de sécurité globale comme réponse liberticide à la visibilité des violences policières, la dissolution du [Collectif contre](#)

[l'islamophobie en France\(CCIF\)](#) et de [Baraka City](#), l'engagement du débat parlementaire sur le séparatisme, l'offensive nationale, politique et médiatique contre « l'islamo-gauchisme ». Nous pensions avoir touché le fond avec « cet usage guerrier de la vérité » décrit et dénoncé par [Danièle Sallenave](#).

Les clercs entre sidération et trahison

Nous avons été sidérés par les propos du président, scandalisés pas ceux de son ministre de l'éducation nationale, estomaqués par le jusqu'au boutisme d'un Darmanin, catastrophés par [les appels d'universitaires appelant à la police de la pensée](#) Et nous n'avions qu'une question sur les lèvres : quand la Ministre de l'Enseignement et de la Recherche va-t-elle faire son travail de défense de ses personnels, de la recherche et de la déontologie de la recherche ?

[Quand elle a finalement pris la parole sous le feu nourri des injonctions d'Elkabbach](#) le 14 février, nous avons entendu la mise en musique de ce que nous prenions pour des délires inquisiteurs. Ce qui a fait événement, ce n'est pas la nouveauté politique du propos de Madame Vidal. C'est le passage à une proposition opérationnelle : confier au CNRS une mission de police de la pensée à l'université.

La riposte du monde universitaire fut exemplaire et polyphonique. [Dès le 16 février la Conférence des Présidents d'Université \(CPU\) fait part de sa « stupeur »](#) car "l'islamo gauchisme n'est pas un concept » et qu'il « conviendrait de le laisser, sinon aux animateurs de CNews plus largement à l'extrême droite qui l'a popularisé" car si "le débat politique n'est par principe pas un débat scientifique : il ne doit pas pour autant conduire à raconter n'importe quoi". Le ton est cinglant. [Celui du CNRS ne l'est pas moins le 17 février](#) quand il « condamne, les tentatives de délégitimation de différents champs de la recherche, comme les études postcoloniales, les études intersectionnelles ou les travaux sur le terme de « race », ou tout autre champ de la connaissance. » [Autour de Dominique Méda et Thomas Piketty, 600 universitaires demandent la démission de Frédérique Vidal](#).

[Des appels internationaux viennent soutenir les universitaires français, des laboratoires réagissent](#), de nombreux collègues que nous ne pouvons pas tous citer ici, prennent la plume et argumentent leur sidération devant l'indigence conceptuelle de notre ministre, de [Bruno Karsenti](#) à [André Gunthert](#) en passant par [Jean François Bayard](#), [Eric Fassin](#) et [Didier Fassin](#)...

Cette riposte de haute tenue intellectuelle suffira-t-elle à faire barrage à cette dérive politique réactionnaire, anti intellectuelle et inquisitoriale ? Nous savons que par conviction scientifique ou politique, de nombreux collègues sont prêts à porter main forte au pouvoir [et , pour certains, l'ont même sollicité](#). [Un collectif de 80 psychanalystes proclamait dès septembre 2019](#) que « la pensée "décoloniale" renforce le narcissisme des petites différences ». [Dans une tribune d'octobre 2020 intitulée « sur l'islamisme, ce qui nous menace, c'est la persistance du déni »](#), des chercheurs dénoncent les « frilosités de nombre de leurs pairs .» André Comte-Sponville l'affirme : [« l'islamo-gauchisme est une réalité. »](#) [« Un vent de réaction souffle sur la vie intellectuelle »](#) souligne Didier Fassin qui met y compris en cause les derniers écrits [de Stéphane Beaud et Gérard Noiriel](#). [Des réseaux s'organisent](#). La bataille institutionnelle, ceux qui connaissent la maison le savent, ne sera pas une joute oratoire ni un débat philosophique.

Nous devons comprendre que l'attaque ne vise pas les seuls universitaires mais le rôle social des savoirs et la mise en récit des nouvelles contradictions structurelles du monde. Le 22 février un collectif d'universitaire, dans la foulée de leur ministre, élargissent le front « le problème n'est pas tant l'islamo-gauchisme que le dévoiement militant de l'enseignement et de la recherche ». Dévoiement ? On croit rêver. [Voici des décennies que les grandes institutions de recherche martèlent la nécessité de la "valorisation de la recherche", c'est-à-dire son utilité économique et marchande](#). Quand il ne s'agit pas de sa privatisation pure et simple dans les secteur les plus financiarisés. Voilà cinq années que les recherches financées sur la « radicalisation » sont soumises aux problématiques policières. Vive les

brevets et la marchandisation des savoirs, vive la science de l'ordre ! Mais toute idée de partage démocratique des connaissances ou de démarche critique de la recherche ne serait que dévoiement politique ?

Peut-on combattre la haine de la pensée avec le seul amour de la vérité ? Cette affaire ne relève « ni du débat intellectuel ni du débat scientifique » [comme le souligne François Burgat](#). Le flot des insultes, des péroraisons imbéciles de penseurs médiatiques patentés comme [Michel Onfray sur la « tyrannie des minorités »](#), des logiques de dénonciation de masse des « [600 noms de chercheurs complices de l'islam radical](#) » a commencé à se déverser et nous ne pouvons pas attendre des journalistes des grands médias qu'elles ou ils y mettent le moindre ordre intellectuel ou éthique. [La Ministre instrumentalise tout incident et n'hésite pas à manier les « faits alternatifs »](#). Bref quand nous, universitaires, pensons parler à la raison, [le pouvoir parle avec l'extrême droite](#) et lâche ses meutes. Bienvenus dans le trumpisme franchouillard.

Une gauche hors sol ?

L'affaire est donc d'abord politique. Mais que font donc « les politiques » dans cette longue épreuve ? Les stratégies partisans n'ont pas été chamboulées fondamentalement par la crise sanitaire. On n'attendait pas grand-chose du parti socialiste dont le [site](#), après un an de COVID, ne traite pas explicitement de la crise. [Le site du « Groupe de la Gauche Démocratique et Républicaine »](#) à l'Assemblée (PC et apparentés) n'en traite pas spécifiquement plus que [le site du PCF](#). Seul [le site de la France insoumise](#) met en première page « les propositions durant la crise » c'est-à-dire les 11 propositions de loi déposées par le groupe à l'Assemblée nationale.

Cette gauche parlementaire, à quelques exceptions près comme François Ruffin, garde une certaine distance politique avec l'expérience populaire du premier confinement. Au-delà des échanges polémiques au Palais Bourbon, il a d'évidence été difficile de faire du COVID un objet politique nouveau et durable et un sujet de propositions originales.

De la singularité de la séquence, il reste une trace sur le calendrier de l'Assemblée. Toutes les propositions de lois liées à la crise sanitaire sont liées au choc social du premier confinement : réquisition ou nationalisation d'entreprises, suspension des loyers, gratuité (masques, obsèques, reconnaissance du coronavirus comme catastrophe naturelle et maladie professionnelle, lutte contre la précarité (prix alimentaires et énergie) et remboursement de la dette.^[5] La première a été déposée par les députés de la France Insoumise le 2 avril, trois autres le 7 avril, les suivantes datent des 15 avril, 11, 12, 13 et 19 mai, 2 et 17 juin. Sur les 27 propositions de loi déposées en 2020 par le Groupe de la Gauche Démocratique et Républicaine, quatre ont un rapport avec la crise : deux déposées en avril, une en mai, une en juillet, rien après^[6]. Aucune proposition n'a été faite depuis l'été 2020.

À l'automne, l'espace parlementaire est passé à autre chose. Souvent la focalisation sur les enjeux électoraux ne facilite pas le rapport au réel. La disjonction est aujourd'hui à son comble entre la crise sanitaire et démocratique vécue par les femmes et les hommes de ce pays et des échéances présidentielles qui sur déterminent les stratégies d'écuries. La classe politique est si globalement hors sol que les quelques-unes et quelques-uns qui font exception méritent bien de notre part « égard et patience » selon la belle formule de René Char.^[7]

Le débat sur la « loi séparatisme » en est un révélateur cruel. Si le groupe France Insoumise s'y est opposé, le vote final a vu l'abstention du groupe socialiste « attaché au respect des principes de la République » (sic) et l'éclatement du groupe de la « Gauche Démocratique et Républicaine » (PCF et apparentés) : 7 votes contre mais 8 abstentions (dont Marie George Buffet, André Chassaigne, Fabien Roussel et Stéphane Peu, député de Saint-Denis !) et même un vote pour. [Yannick Jadot ayant estimé que le texte « n'apportait pas grand-chose »](#), on ne regrette pas vraiment l'absence de groupe EELV. [Il reste hélas que l'article le plus répressif, l'article 4^{\[8\]} qui constitue \(sans le nommer\) le nouveau délit de](#)

[« séparatisme »](#) a été voté à l'unanimité le 4 février, le PCF ayant voté pour et la France insoumise s'étant abstenue... À y réfléchir un peu, il semble que l'absence de dynamique unitaire pour l'échéance de 2022 ne soit pas la seule faiblesse des appareils revendiquant de représenter la Gauche dans ce pays.

Bernard Stiegler qui nous a quittés l'an dernier avait popularisé l'usage du concept de [Disruption](#) pour caractériser une situation qui évoluait trop vite pour que nous soyons en mesure de la penser... C'est bien ce qui arrive à la politique. Le diagnostic ne date pas d'hier mais il est clair que l'année COVID en a été un révélateur et un accélérateur. Comment allons-nous sortir de cette épreuve ? avec quels espoirs et quels ressentiments ?

Pour une démocratie biopolitique

La démocratie est bien une des victimes de cette pandémie. Il est temps de nous demander de quoi le couple infernal Le Pen/Macron est aujourd'hui le nom. La crise qui dure accumule nos ressentiments contre l'incompétence autoritaire du pouvoir. Mais comment établir la crédibilité de la démocratie comme alternative opérationnelle aux nouvelles menaces sanitaires, climatiques et sociales que nous aurons encore à affronter ? Comment faire de la démocratie non une nostalgie abstraite mais une arme biopolitique ?

S'il ne nous reste que des ressentiments labourés par le pouvoir, la voie est ouverte pour l'ère de la [« Finance autoritaire » si bien décrite et disséquée par Marlène Benquet et Théo Bourgeron](#). Le nouveau capital financier, qu'on se le dise, a décidé de la dernière razzia avant fermeture, jusqu'à épuisement du monde. Les femmes et les hommes ne sont plus pour lui des ressources humaines mais au mieux des marchandises, au pire des inutiles. Ce capitalisme n'a plus besoin de compromis social même réduit à la peau de chagrin néo libérale, il n'a pas besoin de sciences sociales ni de démocratie. Il a besoin de police, de loi répressives et d'une restauration massive de la peur. Son visage est multiple. Il a celui de Trump, de Bolsonaro, de Le Pen ou de Macron.

Sans proposition alternative claire à une politique qui n'a de sanitaire que le nom et qui ne compte pas les morts, sans résistance claire, dénuée de toute « ingéniosité tactique », à un tsunami raciste et liberticide, sans un vrai récit de renaissance ancré dans les résistances, nous regarderons impuissants s'approcher la catastrophe.

Pour Bernard Stiegler, la disruption « rend fou », individuellement et collectivement, et « installe un état de paralysie et de régression » faute du seul remède possible : la « délibération », le choix collectif de penser ensemble ce qui nous semble impensable, de mettre les bons mots sur les événements et construire un nouvel espace politique.

Nous avons besoin de toutes et de tous : des femmes et des hommes mobilisé.e.s sur les nouveaux comme sur les anciens fronts de l'injustice et de la solidarité, des professionnels du savoirs qui veulent se mettre au service d'une connaissance partagée et collaborative, de celles et ceux qui mettent des mots, des images et de l'émotion partagée sur nos vies et que le pouvoir tente de réduire à l'invisibilité sinon au silence, de celles et ceux qui continuent de se confronter aux pouvoirs sans se laisser absorber par leurs logiques corruptrices.

Cette nouvelle alliance s'expérimente déjà. Elle fut par exemple l'expérience riche au sein du mouvement des Gilets jaunes du réseau des « Gilets jaunes universitaires ». Elle est l'expérience, honnie aujourd'hui par le pouvoir, des nouveaux champs de luttes post coloniales ou féministes avec la recherche universitaires qui expérimente la force heuristique de leur critique des dominations. Elle fut le chemin tracé en son temps par Michel Foucault, père spirituel de toutes et tous les « islamogauchistes » que nous sommes.

Il reste à faire comprendre à la politique partisane que ce qui se joue là n'est pas, ne sera jamais une marge de manœuvre électorale mais juste notre avenir. Il est temps de « basculer »^[9] dans les enjeux du présent. Il est de notre responsabilité, à chacune et chacun, dès aujourd'hui, selon les mots de Barbara Stiegler, de « faire de cette pandémie, mais aussi de la santé et de l'avenir de la vie, non pas ce qui suspend mais ce qui appelle la démocratie »^[10]

Article paru dans [Regards](#) le 15 mars 2021

^[1] la « note d'alerte pour les plus hautes autorités de l'État de la part du Pr Jean-François Delfraissy » (Variants/Échappement immunitaire) du 20 janvier comme du « Document de travail du Conseil scientifique COVID-19 (Limiter une troisième vague en raison de l'apparition rapide de variants) du 24 janvier.

^[2] Ainsi le texte « [Pour sortir des crises à répétition, faisons de la résilience le principe de l'action publique](#) » lancé le 14 mai 2020 par [Heinrich Böll Stiftung](#) (Fondation des Verts) et [Bürgerbewegung Finanzwende](#) (Verts, fondé par Gerhard Schick).^[3] En mai trois universitaires lancent le texte « [Travail. Démocratiser. Démarchandiser. Dépolluer](#) » qui recueille 3500 signatures en deux semaines et est publié simultanément dans les médias de 36 pays, en 25 langues.

^[3] « Le temps de rêver est bien court/Que faut-il faire de mes nuits/Que faut-il faire de mes jours/Je n'avais amour ni demeure/Nulle part où je vive ou meure/Je passais comme la rumeur/Je m'endormais comme le bruit./C'était un temps déraisonnable/On avait mis les morts à table/On faisait des châteaux de sable/On prenait les loups pour des chiens/Tout changeait de pôle et d'épaule/La pièce était-elle ou non drôle/Moi si j'y tenais mal mon rôle/C'était de n'y comprendre rien » Aragon, *Est-ce ainsi que les hommes vivent ?*

^[4] Selon [le Ministère de l'Intérieur, les affrontements entre bandes recensés](#), phénomène essentiellement francilien, sont passés de 288 en 2019 à 357 en 2020.

^[5] [Pour la nationalisation de Luxfer et Famar](#), [Pour la création d'un pôle public du médicament](#), [Pour la réquisition de l'industrie textile](#), [Pour la suspension des loyers](#), [Pour la gratuité des obsèques pour les familles des victimes du Coronavirus](#), [Pour la gratuité des masques](#), [Pour la reconnaissance du Coronavirus comme « catastrophe naturelle »](#), [Pour la reconnaissance du Covid-19 comme maladie professionnelle pour les travailleurs obligés de se rendre sur leur lieu de travail pendant le confinement](#), [Pour l'encadrement des prix alimentaires](#), [Pour la lutte contre la précarité énergétique](#), [Résolution pour l'annulation de la dette](#).

^[6] 15 juillet 2020 [Soutenir les ménages en difficulté, en raison de la crise sanitaire, à se maintenir dans leur logement](#), 26 mai 2020 [Contribution des hauts revenus et des hauts patrimoines à l'effort de solidarité nationale](#), 28 avril 2020 [Pour un service public du médicament](#), 28 avril 2020 [Interdire la distribution des dividendes en période d'urgence sanitaire](#).

^[7] « Celui qui vient au monde pour ne rien troubler ne mérite ni égard ni patience » (René Char, *Fureurs et mystères*, 1948)

^[8] « *est puni de cinq ans d'emprisonnement et 75 000 euros d'amende le fait d'user de menaces, de violences ou de commettre tout autre acte d'intimidation à l'égard de toute personne participant à l'exécution d'une mission de service public, afin d'obtenir pour soi-même ou pour autrui une exemption totale ou partielle ou une application différenciée des règles qui régissent le fonctionnement dudit service* ».

^[9] Jérôme Baschet, *Basculements*, La Découverte, 2021

[\[10\]](#) Barbara Stiegler, *De la démocratie en Pandémie, Santé, Recherche, éducation*, Tracts Gallimard, janvier 2021

Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart. Ses contenus n'engagent pas la rédaction.